

L'Afrique dans le système économique mondial : le jeu en vaut-il la chandelle ?

«**E**xiste-t-il une « fatalité » africaine ? » Cette question, Philippe Engelhard la soulève dans un collectif intitulé *Peut-on être vivant en Afrique* ? Aussi étrange qu'elle puisse paraître, elle mérite d'être soulevée. En fait, l'histoire même de l'Afrique l'impose, parce qu'elle est caractérisée par la tragédie continue sans quelque soulagement en perspective. Cette histoire dégage la persistante impression qu'il y a une sorte de malédiction, qui fait que les progrès observés en d'autres lieux, qu'ils soient générés par l'innovation technique ou par la prospérité conjoncturelle des nations, esquivent soigneusement l'Afrique, tandis que l'évolution du monde se manifeste abondamment sur le continent dans ce qu'elle a de plus dangereux, de plus menaçant. Monique Chemillier-Gendreau en relève quelques aspects : « trafics d'armes, de drogues, de déchets, d'enfants, de main-d'œuvre ». La question de savoir s'il y a une fatalité africaine a donc toute sa pertinence. Il existe en effet une fatalité africaine et cette fatalité porte un nom : l'Europe. Pas l'Europe à proprement parler, mais ce cordon ombilical qui lie un continent émancipé depuis longtemps aux anciennes puissances coloniales, cet éternel rapport de dépendance à l'Europe qui plonge les peuples africains dans le dénuement et la ruine. C'est là le constat que nous entendons illustrer dans ce qui suit à partir de deux facteurs : la monnaie et la dette.



Par
Dr Osée
Kamga

La monnaie : quand le franc CFA ruine l'Afrique

Nul n'a mieux expliqué le drame que représente le CFA¹ pour les pays de la zone franc que le Togolais Nicolas Agbohohou. Dans son livre *Le franc CFA et l'Euro contre l'Afrique* (1999), Agbohohou signale que le franc CFA détruit l'Afrique sur au moins deux plans : perte de souveraineté et appauvrissement de l'État. « En sollicitant la garantie monétaire de la France, les dirigeants africains ont accepté, en un mot, leur subordination à la puissance protectrice, renonçant ainsi volontairement à la souveraineté monétaire sans laquelle aucun véritable développement socioéconomique n'est possible. » Ainsi, les banques centrales de la zone CFA, en raison des accords de parité qui lient le franc CFA et l'Euro, ne constituent en réalité que des succursales du Trésor français. Non seulement la France est fortement représentée dans les conseils d'administration de ces banques, mais en plus, elle a droit de veto sur les décisions prises. Qui plus est, cette monnaie étant sous contrôle de la Banque de France, les pays de la zone franc ne peuvent imprimer des billets que dans les limites qui leur sont autorisées. Pas étonnant que pé- ➤

1- CFA : Communauté financière africaine. Cette monnaie est en circulation dans des pays comme le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger et le Togo.



riodiquement, les États de la zone CFA manquent de liquidité ne serait-ce que pour payer leurs fonctionnaires. Quand on sait que les banques centrales constituent l'instrument même d'élaboration et de mise en œuvre des politiques nationales en matière de développement, on comprend que cette perte de souveraineté monétaire a alors pour conséquence de priver les États africains de la zone CFA d'un outil essentiel à leur développement.

Outre la perte de souveraineté, il y a l'appauvrissement des États créé par le mécanisme de la coopération financière entre l'Afrique de la zone franc et la France. Au cœur de ce dispositif, il y a la libre convertibilité du franc CFA garantie par le Trésor français. Grâce à cette entente, « le détenteur du franc CFA peut automatiquement accéder à toutes les devises du monde. » Cette garantie, en revanche, se fait moyennant la perception par le Trésor français d'une importante commission. Selon Kako Nubukpo, économiste togolais, ancien fonctionnaire de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), « si on accumule les réserves de change des deux Banques centrales² de la zone franc, on n'est pas loin de 8.000 milliards de franc CFA versés par les Africains au Trésor français, lesquels ne servent finalement qu'à garantir la parité fixe. » Une somme qui représente plus du triple du budget du Cameroun pour l'exercice 2010.

La dette : une arme de destruction massive

Dans son livre *L'empire de la bonte* (2005), Jean Ziegler souligne abondamment le drame de la dette pour les pays pauvres en général et singulièrement pour l'Afrique. La seconde



Des francs CFA

partie de l'ouvrage consacrée à la question de la dette et à la famine est intitulée : « Les armes de destruction massive ». Ziegler rappelle que si les ravages de la faim font à l'occasion les manchettes, ceux de la dette sont moins publicisés. Il expose alors le subtil mécanisme d'endettement des pays pauvres. Un processus d'endettement qui prend plusieurs formes, aussi dévastatrices les unes que les autres. Par exemple, pour les pays du Sud, l'achat à crédit de technologies de production va de pair avec une baisse constante sur le marché mondial des prix de matières premières dont ils sont producteurs pour assurer la permanence de leur endettement. Aussi, les institutions financières leur prêtent à des taux d'intérêt plus élevés, prétextant qu'ils sont plus à risque. Puis il y a ces crédits bien des fois accordés par le FMI aux pays déjà débiteurs pour les aider à rembourser les intérêts sur leurs dettes, lesquels crédits ont généralement pour effet de dédramatiser le surendettement, de gonfler les créances et d'accroître le poids du service de la dette.

Ce qu'il faut mentionner ici, et que Ziegler souligne avec force, c'est que ce service de la dette (paiement des intérêts et des tranches d'amortissement) absorbe la plus grande part des ressources du pays endetté. De 1992 à 1997, le Cameroun a consacré 4 % de son budget aux services sociaux et 36 % au service de la dette, la Zambie, 6,7 % aux services sociaux et 40 % à la dette, le Kenya, 12,6 % aux services sociaux, 40 % à la dette, pour ne citer que quelques exemples. Les conséquences d'une telle réalité sont tragiques. Quand le service de la dette (paiement des intérêts et des tranches d'amortissement) absorbe la plus grande part des ressources des pays africains, qu'est-ce qu'il leur reste pour investir dans l'éducation, la santé, les infrastructures ou encore les assurances sociales ? Ainsi, la dette favorise l'exploitation et perpétue la domination. Ziegler écrit avec justesse : « L'époque de la domination par la dette fait suite, sans transition, à l'époque coloniale. La violence subtile de la dette s'est substituée à la brutalité visible du pouvoir métropolitain. »

Remarques finales

En définitive, ce qui m'indigne c'est de constater le peu de place accordée à ces questions fondamentales dans les forums internationaux. Généralement quand on aborde la question africaine, la discussion tourne autour des concepts de bonne gouvernance, on parle de la corruption des élites africaines, mais jamais des mécanismes articulant les relations Nord/Sud qui sont plus dévastateurs pour l'Afrique que n'importe quel détournement de fonds publics. Le fait est qu'un pays a besoin, pour se développer, d'industries viables qui transforment la matière première en valeur ajoutée. C'est ainsi que le pays crée l'emploi et par le fait même un marché interne, parce que des gens travaillent, ont des revenus et peuvent consommer ce qu'ils produisent. C'est ainsi que le pays, en fin de compte, assure l'émergence d'une classe moyenne. Malheureusement, en dépit des indépendances, l'économie des pays africains garde le modèle colonial basé essentiellement sur l'exportation des matières premières pour approvisionner les industries européennes. En retour, comme le souligne Nicolas Agbohohou, les pays européens inondent « les marchés africains de tous leurs produits finis, sans aucune limite quantitative ou qualitative. » Les Africains se trouvent contraints à « s'intégrer de façon subalterne dans la division internationale du travail. Or, celle-ci, outre la détérioration des termes de l'échange qu'elle génère, transfère par son essence même la valeur ajoutée au Nord et pérennise la pauvreté en Afrique. »

En fin de compte, je pense que les Africains devraient reconsidérer leur souscription au sacrosaint dogme selon lequel aucun pays ne saurait vivre en vase clos. Si l'Afrique n'existe que pour exporter ce qu'elle a de meilleur et importer ce que le monde offre de pire, elle devrait repenser les formes de son adhésion au système économique-financier mondial.